

# 2S2C: LA TENTATION SÉPARATISTE

Sitôt connue, la proposition de Blanquer a soulevé un tollé de réactions en opposition : démantèlement de disciplines, grande arnaque, mesure improvisée... bref des oppositions vives que des soutiens très tempérés n'ont pu effacer de l'espace public. Une mission parlementaire en fait le constat d'échec et essaie de trouver quelques pistes d'avenir. Pour **Jean Lafontan** voilà la naissance du 2S2C.

**D**epuis 50 ans la discipline est habituée à ce type d'initiatives qui permet à divers partenaires de se structurer autour d'elle : clubs, collectivités territoriales, associations... Les gouvernements qui devraient être soucieux du juste développement de chacun, devraient répondre à leurs revendications, les satisfaire au profit de la jeunesse dans la diversité de leurs demandes. Ce serait la voie démocratique mais ce n'est pas la voie choisie. Le projet est autre : c'est un projet scolaire en rupture avec l'actuel et sur une base inégalitaire que la loi Blanquer porte. Le 2S2C (Sport, Santé, Culture, Civisme) est un prolongement d'initiatives anciennes et en même temps une tentative de mutation. Voyons de plus près. Historiquement, une quinzaine de notions ont ainsi été agitées (fatigue, surmenage scolaire, rythmes scolaires bardés de chronobiologie, qui ont chacune leur courte vérité), soutenues par une volonté de mutualisation des moyens entre divers partenaires plus ou moins enrôlés volontairement et qui, sous prétexte de dynamiser l'ensemble, conduit à les affaiblir tous. Sous la pression des luttes, mais aussi des difficultés inhérentes aux dispositifs, tout cela a toujours fait psschitt ! Le 2S2C revient à la charge. C'est du nouveau mal greffé sur du vieux, la pandémie aidant à ficeler, momentanément, les arguments. Mais l'opération est appelée à lui survivre en tant que fondatrice d'un nouvel ordre scolaire qui veut créer une « école d'après » qui sera une école d'avant, violemment accentué sur ses options les plus inégalitaires. À l'école sommée de mieux répondre aux défis de l'égalité de la réussite de tous, Blanquer joue la réussite de quelques un-es. Au mouvement sportif sommée de réussir la démocratisation des contenus et l'accès aux pratiques, le ministère propose de parasiter l'École.

Ces pistes s'inspirent de réflexions internationales qui visent à asseoir leur autorité : enseignement à distance multiplié, recours massif au numérique, attaque sur les qualifications et statuts, effacement du scolaire et du hors scolaire, recours aux entreprises de produits éducatifs et aux robots... Ces arguments sont ressassés depuis longtemps en même temps

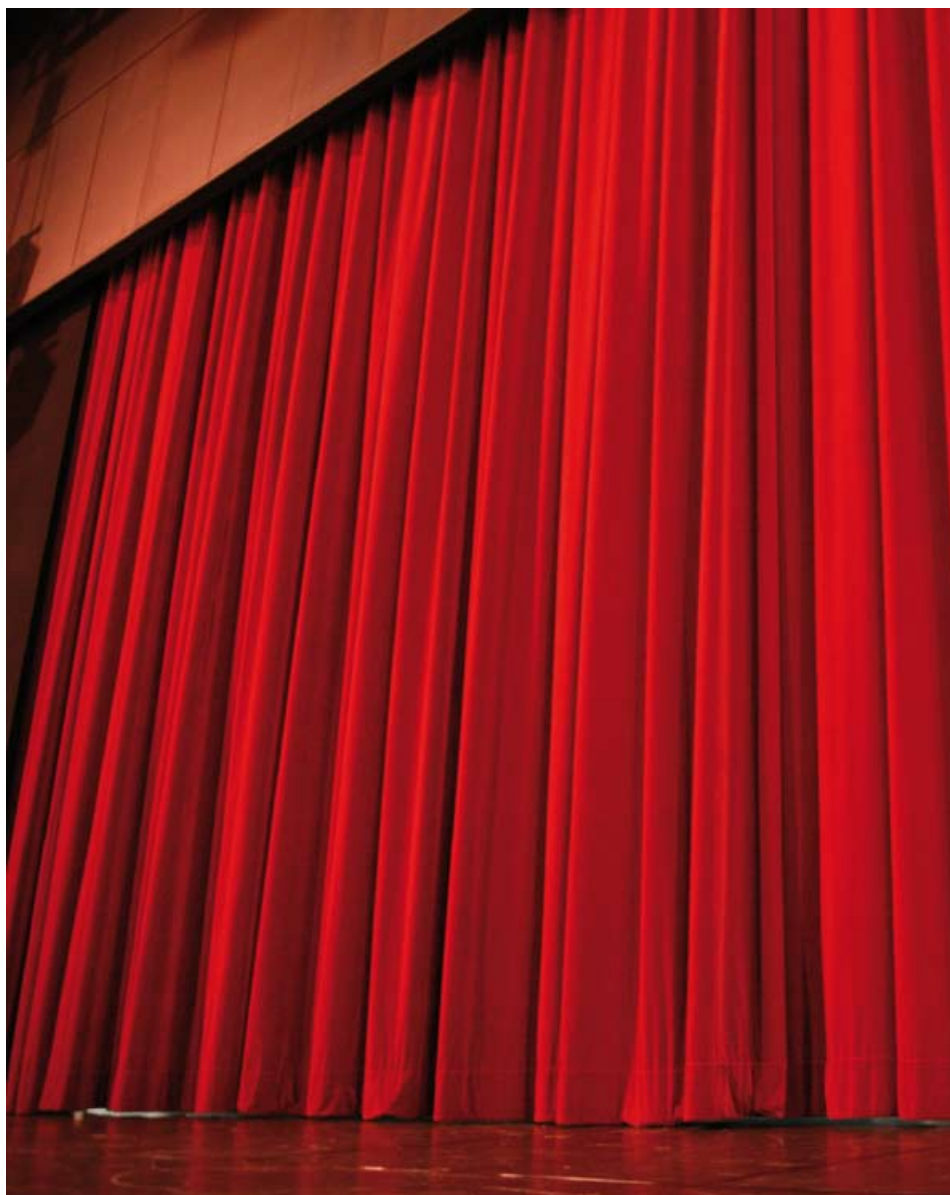
qu'actualisés avec le développement de la crise sociale, misant sur le découragement d'une partie de la population pour avancer et créer quelques brèches. Déjà, avec des connivences évidentes, des produits sont vendus (Ashoka) séduisant des personnels aspirant à des innovations dans une Éducation nationale devenant de plus en plus autoritaire.

Enfin ces initiatives montrent que les gouvernements successifs pensent que l'optimum des dépenses consacrées à l'éducation est atteint. L'inventivité des formes particulières de substitution ne manquent pas et elles ont un dénominateur commun : organiser les inégalités scolaires par des politiques d'austérité tout en tentant de structurer le consensus politique autour des restrictions, présentées comme nécessaires, des moyens aux services publics. L'expérience nous a montré que ces dispositifs n'ont jamais voulu satisfaire aucune des revendications de chacune des composantes (scolaire, associative-club, fédérales, territoriales) encouragées à mettre en œuvre de telles initiatives : compression des moyens financiers, concurrence sur les qualifications des personnels, sur les espaces de pratiques et les processus d'adhésion des jeunes, voire tentative, jusqu'alors avortée, de supprimer le sport scolaire objet d'une lutte sans relâche et toujours recommencée.

La lutte idéologique sur la conception de l'EPS est ici interpellée, directement, et avec force. À idées fortes, structuration professionnelle forte et luttes fortes... et réciproquement !

.....

« Organiser les inégalités scolaires par des politiques d'austérité tout en tentant de structurer le consensus politique autour des restrictions, présentées comme nécessaires, des moyens aux services publics. »



F. BRUEL

S'affrontent alors deux approches de la vision de l'EPS. C'est Jean-François Lamour, ancien ministre des sports, qui lâche le plus crûment l'objectif en déclarant: « Si grâce [au 2S2C] [Roxana Maracineanu] arrive, contrairement à ses prédécesseurs, à faire en sorte que le sport, comme il est pratiqué dans les clubs, trouve sa place dans le monde scolaire, à travers notamment l'intervention d'éducateurs sportifs de club, pendant le temps scolaire du secteur primaire, alors je dis que ça vaut le coup! La grande faiblesse du mouvement sportif aujourd'hui, c'est son incapacité à être un intervenant régulier dans le champ scolaire ». D. Maseglia, président du CNOSEF, nuance: il ne souhaite pas que les clubs investissent l'École mais préfère un aménagement des temps scolaires pour permettre aux jeunes d'aller dans les clubs. Dans les années 70-90, de telles options ont abouti à tenter de conformer le recrutement des profs d'EPS aux besoins des clubs en rendant obligatoires des stages en leur sein pour se présenter au CAPEPS. Le CNOSEF proposait à l'EPS une animation physique sans contenu, réduite à une « disponibilité motrice » complétée ensuite par une « initiation sportive » par les animateurs sportifs à l'école. Ces idées-là, ne sommeillent-elles pas encore? Au fil du temps, dans notre secteur circulent ces idées tenaces condensées dans quelques notions

insistantes: les nécessaires passerelles école-club, les complémentarités, la continuité éducative qui essaient de justifier ces attelages. Les questions peuvent être admises comme fondées mais les réponses sont fausses. Voyons une partie de la réponse.

À cette visée importatrice du contenu de l'EPS, le SNEP-FSU a animé l'idée que l'EPS est l'étude des APSA au sein de l'école. Cette orientation définit le sens du contenu de l'EPS à élaborer, à la fois sportive et artistique, évitant ainsi de laisser à découvert l'exigence de la culture à laquelle les jeunes doivent être sensibilisés. Elle jette des ponts de collaborations autour de la démocratisation des APSA. L'école, élément central de la formation des élèves à un rôle structurant dans le développement d'une culture unitaire et cohérente. C'est pourquoi le contenu APSA des programmes et les exigences de performance sont essentielles dans la formation des élèves. C'est pourquoi aussi nous devons dénoncer les diverses approches qui, aujourd'hui, veulent dépouiller les programmes de telles exigences et réduire l'EPS à des activités corporelles, à de l'activité physique, à bien différencier du sport, bref à livrer pieds et poings liés un enseignement à des errances sans contenu dont notre institution, inspection générale comprise, semble devenir l'inlassable propagandiste. Pour en rester à l'essentiel, cette opposition nourrit des débats qui sont au cœur de notre professionnalité, que nous citons rapidement: refus d'une porosité avec les clubs qui

ne veut en aucun cas écarter un débat fructueux sur les conceptions des contenus et espaces de pratiques. Les livres et plaquettes du SNEP-FSU consacrés aux équipements en sont le témoignage. Autre prolongement de ces options divergentes, la question de l'obligatoire, du facultatif et de l'optionnel au détriment de l'obligatoire et au nom des choix personnels. Les gouvernements ont joué des initiatives ponctuelles en évitant de répondre à l'augmentation de l'horaire obligatoire. Enfin, si la voie universitaire des formations s'est imposée, elle ne s'est pas unifiée avec les qualifications sport. C'est une option contestable qui tend à cristalliser les tensions existantes.

L'opération 2S2C est donc une pierre de l'édifice que promeut Blanquer dans une vision fixant les inégalités comme l'horizon indépassable de l'école. Ici, nulle volonté de répondre aux observations de l'OCDE qui montrent que la France est le pays où les origines sociales sont celles qui marquent le plus défavorablement les cursus scolaires des élèves. Le 2S2C participe de cette double visée séparatiste entre l'EPS et le sport ainsi qu'entre les clubs et l'École et cela dans une vision de dépérissement de l'École que nous exigeons. ♦ Jean Lafontan